



L'équipe des journalistes du NUMAD 2014. De g. à d. : Chloé Daries, Paula Rodelgo, Leonor Arriscado, Paloma Rebuelta, Gaspard Rames, Marina Mínguez, Olga Pichon, Gonzalo Sanchez, Angel Alcaide (absente sur la photo : Lauren Boissonnet)

Bienvenue à la 3ème session du NUMAD !

Suivez toute l'actualité (articles, interviews, photos, vidéos...) de cette édition grâce aux journalistes du NUMAD.



Retrouvez-nous également en ligne sur www.numad.eu et sur facebook :

www.facebook.com/numad2014 et www.facebook.com/spottednumad2014

Le droit des homosexuels dans le monde

Si l'union entre homosexuels est autorisée dans plus de la moitié de l'Europe (Pacs ou mariage gay sont autorisés dans seize des vingt-sept pays de l'Union européenne), il ne fait pas bon être homosexuel dans de nombreuses régions du monde.

40 % des pays reconnus par l'ONU, soit 80 sur 200, criminalisent l'homosexualité. Une dizaine d'entre eux appliquent de façon presque systématique la peine capitale, parmi lesquels l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iran, la Mauritanie, le Pakistan, le Soudan et le Yémen. Dans les autres pays concernés, les peines varient de l'amende à l'emprisonnement en passant par les travaux forcés.

Les discriminations à l'encontre des personnes LGBTI (Lesbiennes Gays Bisexuelles Transgenres et Intersexuées) recensées par le Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans son rapport du 15 décembre 2011 sont nombreuses : « Les violations comprennent l'assassinat, le viol et les attaques physiques, la torture, la détention arbitraire, le déni des droits d'assemblée, d'expression et d'information, et la discrimination dans l'emploi, la santé et l'éducation ».

Dans certains pays, les personnes LGBTI sont victimes

de véritables politiques de répression qui vont contre les principes fondamentaux de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme. Certains définissent l'homosexualité comme un « vice » occidental et la qualifient de pathologie mentale. D'autres affirment qu'elle s'oppose à la religion et aux valeurs et mœurs traditionnels de la société.

Traité par la Commission « droits de l'homme » au NUMAD, le thème des droits des homosexuels fait débat. Ses opposants évoquent parmi leurs résolutions des solutions extrêmes : la création d'un « territoire » spécifique pour que les personnes LGBTI puissent vivre entre elles et éloignées du reste de la population. Des pays tels que l'Iran et l'Arabie Saoudite sont à l'origine de ces résolutions. Nul doute que les débats au sein de cette commission seront animés...

Les droits des homosexuels sont une question d'actualité, sans cesse remise en cause, en leur faveur ou non. Espérons que les débats des délégués du NUMAD 2014 permettront d'aboutir à des résolutions qui feront avancer les droits et libertés des personnes, quelles que soient leurs orientations sexuelles ou leur identité de genre, et favoriseront leur intégration dans nos sociétés.

Gaspard Rames et Marina Mínguez

Sources : Centre d'actualités de l'Organisation des Nations Unies
• Amnesty International • Courrier International • Arte.tv

Armes non conventionnelles : définition et état des lieux

Un des thèmes les plus polémiques de cette édition concerne la prolifération des armes non conventionnelles. Plusieurs résolutions ont été prises à l'échelle mondiale sur ce sujet, mais aucune d'entre elles n'a été 100% effective, puisque plusieurs pays en possèdent encore. En ce qui concerne les armes nucléaires, cinq pays sont actuellement reconnus comme détenant cette technologie : la Russie, les États-Unis, la France, la Chine et le Royaume-Uni.

MAIS, QUE SONT LES ARMES NON CONVENTIONNELLES ?

Les armes non conventionnelles, aussi connues sous le nom d'armes de destruction massive, se divisent en quatre groupes :

- **les armes nucléaires** : font fissionner ou fusionner les noyaux des atomes, en créant une explosion ;

- **les armes chimiques** : libèrent des produits chimiques, toxiques pour les êtres humains et pour la nature (comme par exemple le chlore) ;

- **les armes biologiques** : utilisent des agents pathogènes pour propager des maladies ;

- **les armes radiologiques** : des armes normales, entourées de matériaux radioactifs.

Les armes chimiques sont utilisées depuis la Première Guerre Mondiale.

Les armes biologiques ont été développées pendant les années 1930-1940, et les armes nucléaires furent utilisées pour la première fois en 1945 par les États-Unis.

QUELLES MESURES ONT ÉTÉ PRISES CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ARMES NON CONVENTIONNELLES ?

L'ONU a depuis toujours un rôle très important dans le désarmement et le contrôle des armes non conventionnelles. Plusieurs traités et conventions ont été rédigés pour prévenir l'utilisation et la fabrication de ces armes :

- 1972 - La Convention sur les Armes Biologiques interdit l'utilisation, la fabrication, le stockage ou l'acquisition d'armes biologiques.

- 1968 - Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires cherche à éviter une guerre nucléaire.

- 1996 - Le Traité d'interdiction complète des armes nucléaires signé par l'ONU, interdit toute utilisation des armes nucléaires.

- 1993 - La Convention sur les Armes Chimiques interdit l'utilisation, la fabrication, le stockage ou l'acquisition d'armes chimiques.

- Des initiatives régionales ont aussi été prises individuellement par plusieurs pays.

Au NUMAD, les opinions s'opposent : certains pays sont pour, d'autres contre, mais avec certaines nuances. Cependant, les seuls pays qui se sont montrés ouvertement en faveur de l'utilisation de ces armes ont été l'Angola, qui désire obtenir des armes non conventionnelles, et la Corée du Nord, qui veut non seulement maintenir son programme de développement d'armes nucléaires, mais aussi permettre l'accès de tous les autres pays à ces mêmes armes. Nous suivrons de près les réactions des pays de la Commission Désarmement et Sécurité Internationale.

Leonor Arriscado

When Security threatens Liberty

The NSA, National Security Agency, founded in 1952, is the USA's signals intelligence agency, and the biggest intelligence organization.

This system is supposed to be of great value in the fight against terrorism. But it allows spying on anyone, any time.

According to the newspaper Le Monde, the National Security Agency (NSA) captured and stored vast amounts of internet and mobile phone metadata in Europe (it includes the date and the hour of the call or of the internet communication, the location, and the identity of each interlocutor, but neither its content nor its subject. It concerned 70.3 million of French telephone data between December 10, 2012 and January 8, 2013. It was especially diplomats who have been closely watched. In fact, the American secret agency reached to get some highly secure information which were transmitted between the French Ministry of foreign affairs in Paris and the French Embassy in the USA. The French Embassy has been spied under the name of "Wabash", and the French representation in the United Nations as "Blackfoot". In addition to monitoring the secrets of the French military industry, the United States spied on the French diplomacy in conversations related to Security Council resolutions. In particular, we learned that it helped the United States to define a strategy and new sanctions against Iran.

Olga Pichon & Lauren Boissonnet

Sources : Le Monde • The New York Times • The Guardian

Qu'est-ce que le dumping ?

Étymologie : mot anglais issu de «to dump», décharger, déverser, se débarrasser.

En commerce international, le dumping est la vente dans un autre pays d'un bien ou d'un service à un prix inférieur à celui pratiqué dans le pays d'origine de l'entreprise. L'objectif est de conquérir des parts de marché.

En effet, l'entreprise s'appuie souvent sur des subventions à l'exportation (aides concédées par l'État au profit d'une entreprise ou d'une association) pratiquées par l'État où a lieu la production. Les règles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) autorisent le pays victime du dumping à appliquer un droit de douane anti-dumping qui compense les subventions afin de défendre ses producteurs nationaux.

De même, le dumping désigne aussi une pratique qui consiste à vendre un produit à un prix inférieur à son prix de revient (vente à perte) pour éliminer la concurrence ou l'empêcher de s'installer.

L'entreprise espère gagner des parts de marché ou pouvoir augmenter ses

prix après la disparition de ses rivaux.

Or, considéré comme déloyal, le dumping est interdit par le droit de la concurrence.

Ainsi, nous pouvons le voir avec un exemple en France, Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 - Article L. 420-5 :

« Sont prohibées les offres de prix ou pratiques de prix de vente aux consommateurs abusivement bas par rapport aux coûts de production, de transformation et de commercialisation, dès lors que ces offres ou pratiques ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits. »

DUMPING SOCIAL, ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le **dumping social** désigne, pour une entreprise, le fait d'employer des salariés étrangers avec une rémunération inférieure au salaire habituel ou légal, ou avec des conditions sociales moins favorables que les conditions normales du pays d'accueil. L'expression "dumping social" est aussi utilisée pour un pays dont la réglementation du travail est moins contraignante pour les employeurs que les réglementations en vigueur dans les autres pays.

Le "**Dumping fiscal**" ou

économique : de la part d'un État, il s'agit de la mise en place d'une fiscalité plus faible que celle des pays voisins afin d'attirer les capitaux étrangers ou les travailleurs de haut niveau. C'est par exemple la stratégie qu'a adopté l'Irlande depuis les années 2000, en instaurant un taux d'imposition sur les sociétés très bas par rapport au reste de l'Europe, qui lui a permis d'accueillir de grands groupes comme Google, Facebook ou Microsoft.

Le **dumping écologique** ou **dumping environnemental** est le fait d'établir des règles environnementales moins contraignantes que celles qui s'appliquent dans d'autres pays dans le but de favoriser les entreprises locales par rapport à leurs concurrents implantés à l'étranger.

A titre d'exemple, on a ainsi pu observer la délocalisation des productions de solvants dans les villes mexicaines situées à la frontière américaine du fait de la souplesse de la réglementation sur la qualité de l'air au Mexique comparativement aux États-Unis.

Chloé Daries

Sources : L'encyclopédie Française • www.oxfam.org • Le Dictionnaire d'économie

LE GAZ DE SCHISTE, UNE RESSOURCE TRÈS CONTROVERSÉE

DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX...

Le principal argument invoqué par les anti-gaz de schiste, est l'impact potentiel sur l'environnement de son mode d'extraction, la fracturation hydraulique. Cette technologie, la seule qui permette aujourd'hui d'extraire pétrole et gaz de schiste, est devenue l'objet de toutes les craintes. On lui reproche l'immense quantité d'eau nécessaire : de 10.000 à 15.000 m³ par puits - l'équivalent de 4 piscines olympiques, mais aussi les risques de pollution des nappes phréatiques et des rivières. Ou encore, le nombre important de puits nécessaires et leur impact sur les paysages. A cela, il faut ajouter le manque de transparence sur les additifs chimiques utilisés.

...ET ÉCONOMIQUES

Pour les pro gaz de schiste, leur

exploitation ouvre des perspectives économiques immenses, en termes d'emplois et d'impact sur les prix de l'énergie notamment. Un organisme spécialisé dans la prédiction économique, IHS Global Insight, rapporte que le développement des gaz de schiste aux États-Unis a contribué à la création en 2010 de 600.000 emplois directs, indirects et induits, et devrait générer quelque 900.000 emplois à l'horizon 2015. D'après l'Agence américaine d'informations énergétiques (EIA), la France recèlerait pas moins de 5.100 milliards de mètres cubes de réserves récupérables de gaz de schiste. Soit plus de 100 fois sa consommation annuelle. Avec une production de 20 milliards de mètres cubes par an, la France disposerait de 17,2 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), soit 12 % de sa production d'énergie (168 TEP), ce

qui lui assurerait une moindre dépendance énergétique. Enfin, l'exploitation des gaz de schiste aux États-Unis a entraîné un effondrement des prix et offert aux industriels un gaz trois à quatre fois moins cher qu'en Europe (la production de gaz de schiste a été multipliée par douze sur le sol américain depuis 2000). Conséquence : l'Amérique regagne une compétitivité importante.

Les délégués de la Commission Environnement devront dialoguer sur ce sujet complexe. Leur décision sera importante pour l'avenir de notre planète. À eux de prendre la bonne...

Angel Alcaide & Gonzalo Sanchez

Sources : IFP Energies nouvelles • Les échos

Interview d'Eric Carlier, Conseiller Principal d'Education, organisateur du NUMAD



QUELLES SONT LES NOUVEAUTÉS DE CETTE 3ÈME ÉDITION DU NUMAD ?

« Cette année, nous avons augmenté le nombre d'huissiers, environ le double par rapport à l'année dernière, afin de mettre en place **un secrétariat du NUMAD** dont l'objectif est d'assurer la saisie des résolutions, de revoir leur mise en forme, de les mettre en ligne pour le vote final, de faire les photocopies utiles aux travaux en commission et les tâches administratives nécessaires au bon fonctionnement de la session.

Par ailleurs, l'une des principales nouveautés est la mise en place d'une **commission en langue anglaise**, les six autres commissions étant en langue française.

Le calendrier a aussi subi des modifications avec notamment **l'organisation d'une soirée culturelle**, musicale et théâtrale, qui permettra aux élèves participants de se retrouver lors d'un moment de détente et de convivialité.

Le **vote des résolutions** a été modernisé puisqu'à partir de cette année, il sera **électronique**, ce qui permet d'alléger le contenu de l'assemblée générale et de n'y traiter que les résolutions qui n'auraient pas emporté d'adhésion forte de la part des délégués.

Enfin, **l'hébergement** pour les écoles extérieures à Madrid a changé : il s'agit d'une **auberge de jeunesse en plein centre de la capitale**, dans le quartier d'Alonso Martinez (accès direct en métro pour rejoindre le LFM). »

COMMENT ORGANISER UN ÉVÉNEMENT DE CETTE TAILLE ? AVEZ-VOUS EU DES SOUCIS POUR LE METTRE EN PLACE ?

« Il n'y a pas eu de difficultés particulières pour l'organisation. Comme chaque année, un nombre important d'élèves volontaires se sont signalés. La quantité de travail est considérable : la préparation débute en septembre pour une manifestation en mars. Ce temps est nécessaire pour valider toutes les étapes du projet : choix des thèmes et des commissions avec les enseignants, inscriptions des établissements, constitution des délégations, formations des participants, rédaction des résolutions... C'est un projet porté par un petit groupe d'enseignants très impliqués et qui mobilise par ailleurs différents services au LFM : vie scolaire du lycée, communication, informatique, gestion matérielle et intendance. »

EN QUOI CET ÉVÉNEMENT EST-IL PROFITABLE POUR LES ÉLÈVES ?

« Le Numad fait appel à de nombreuses activités et compétences, telles que la recherche documentaire, le travail en équipe, la négociation, la prise de parole en public, la confiance en soi, la connaissance des grandes problématiques mondiales, le respect de l'autre, la pratique de la démocratie et le plurilinguisme de nos élèves. C'est également un exercice intéressant d'un point de vue formel, tant sur le plan du protocole à respecter que sur la tenue vestimentaire, ou le formalisme des résolutions. Je crois que pour un lycéen, c'est une chance de pouvoir participer à une modélisation des Nations Unies de ce type, c'est une expérience très enrichissante. »

QUEL EST L'AVENIR DU NUMAD ?

« Nous espérons pouvoir faire du NUMAD un événement pérenne et nous envisageons dans les années à venir, d'en déléguer l'organisation aux élèves eux-mêmes, en conservant toujours bien sûr un suivi des adultes pour les conseiller et les guider dans cette entreprise. Un autre de nos souhaits est d'organiser cette modélisation hors les murs et d'investir un lieu prestigieux du patrimoine espagnol. Selon la capacité, cela permettrait éventuellement d'accueillir plus de participants et de donner toujours plus d'envergure à l'événement. »

Paula Rodelgo

**Le NUMAD
2014
en
quelques
chiffres**

1 Secrétaire Générale
144 Délégués (représentant 36 pays)
14 Présidents
30 Huissiers
10 Journalistes
12 Établissements scolaires